

Pour la Création du groupe de travail « Écologie et Territoires »

Exposé des motifs

Dans les grandes métropoles, l'écologie politique gagne. Elle gouverne, change les choses et améliore concrètement la vie des gens. Nous pouvons être fier·e·s de ces pôles de diffusion de nos idées et de mise en œuvre du projet écologiste.

Mais 80 % des Français·e·s ne vivent pas dans une grande métropole et dès qu'elle s'éloigne des grands centres urbains, l'écologie politique se cherche. Pourtant dans les petites et moyennes communes, dans les zones rurales, dans les quartiers populaires, dans les Outre-mer, partout, la conscience écologiste est présente, elle est même bien vivace !

La sobriété, la solidarité, l'entraide, le rapport au vivant, l'antigaspi, la collégialité, la coopération, le partage et tant d'autres valeurs fondamentales de l'écologie, sont, depuis bien longtemps, des réalités, pour les habitant·e·s de la France périurbaine et rurale.

Si l'écologie politique, malgré la pertinence intellectuelle de son projet et malgré l'évolution des consciences dans la société française, peine à convaincre en dehors des grandes métropoles, c'est parce que les habitant·e·s des territoires périurbains et ruraux ne se retrouve pas dans la proposition qui leur est faite. L'écologie politique leur parle d'une réalité qui n'est pas la leur, se soucie de préoccupations qui ne sont pas les leurs et utilise un vocabulaire qui n'est pas non plus le leur.

La conséquence électorale est que les régions, les départements, la majorité parlementaire et bien sûr, la présidence de la République, restent hors d'atteinte pour les écologistes. Notre incapacité à gagner ces élections, c'est notre incapacité à prendre le pouvoir de changer les choses, de protéger, de prendre soin, de préparer ensemble un avenir enviable, à grande échelle.

Transformer l'essai

Pourtant l'écologie politique française est née sur le terrain. Son ralentissement dans les territoires n'est pas une fatalité, c'est le défi que semble nous lancer la société française du XXI^e siècle. A nous de le relever. Nous en avons conscience et nous sommes déjà mis au travail pour tâcher de sortir des caricatures et de nous reconnecter au monde réel, avec les quartiers populaires et les territoires ruraux.

En effet, les dernières années ont vu jaillir le travail foisonnant de la Mission Territoire EÉLV et la création du Groupe de Travail "militer dans l'adversité !" qui avaient pour objectif de repenser notre rapport aux territoires, d'y remettre l'écologie politique en récit, et d'y soutenir celles et ceux qui la portent au quotidien.

La question des territoires et des quartiers populaires était même au cœur du dernier congrès EÉLV. C'est un signe !

Cette motion propose d'aller plus loin, en mettant sur pied un groupe de travail qui aura vocation à nourrir le récit et le projet politique des écologistes avec un contenu et des incarnations majeur·e·s, dans lequel·les les habitant·e·s de tous les territoires pourront se reconnaître, auquel·les iel pourront adhérer massivement et pour lesquels iel auront envie de voter, lors des prochaines élections sénatoriales, municipales, présidentielles, législatives, régionales et départementales.

Ce groupe de travail aura comme objectif de participer à la construction d'alternatives en partant du terrain, et de relayer celles qui fonctionnent. Il permettra de proposer des relais politiques aux puissantes énergies populaires qui irriguent partout nos territoires, mais restent, pour le moment, non associés à l'écologie politique et dans les médias et le public ? Nous devons changer cela, et mener une véritable bataille culturelle.

Nous apporterons une réponse à l'immense sentiment de déclassement en défendant les services publics, les services à la personne, les mobilités, la culture, le sport, l'économie locale, sociale et solidaire, la santé, l'éducation, la vie associative, au cœur du projet de territoire, là où les autres mouvements politiques soutiennent encore souvent une vision d'un développement productiviste, basé sur l'émancipation par la consommation, la construction de Grands Projets Inutiles, l'industrialisation, l'agro-industrie qui créent et entretiennent la discrimination territoriale.

Collaborer et nous ouvrir au monde réel

Ce groupe de travail s'organisera autour d'une communauté apprenante. Il s'inspirera des nouveaux outils d'animation de la vie démocratique dans les territoires (constitution de collectifs citoyens, mise en réseaux des initiatives, animation de communautés, démocratie d'interpellation, campagnes locales, campagne permanente, etc.).

De cette manière, nous organiserons la porosité entre l'écologie politique et les habitant·e·s des territoires, nos messages seront plus justement construits, exprimés et accueillis. Nous susciterons des vocations et nous nous remettrons en cohérence avec notre écosystème politique décentralisé, et décroissant.

La communauté apprenante permettra aussi d'encapaciter les Groupes Locaux et les adhérent·e·s, dans tous les territoires, sur des thèmes spécifiques et des méthodes militantes, de les accompagner sur des sujets comme l'animation, l'accueil des nouveaux.elles adhérent·e·s, la création de débouchés militants, les relations avec les élu·e·s locaux.ales et la presse locale.

Porter l'Europe des territoires

Les territoires constituent un ensemble, un écosystème, qui répond lui aussi aux lois fondamentales du vivant : diversité, interdépendance et ressources limitées. Cet écosystème dépasse largement le cadre des frontières administratives. La question des territoires se pense à l'échelle de l'Europe (ou d'autres grands ensembles tels que le bassin méditerranéen). Penser les territoires à l'échelle européenne permettra au groupe de travail d'inscrire son action dans une démarche plus sincère et pragmatique, qui rendra le résultat de ses travaux bien plus juste et pertinent et permettra d'accompagner la campagne des élections européennes à venir.

Le groupe pensera son travail à l'échelle des bassins de vie, des bio régions, des communautés de destin, de récits, de langues et de cultures, qui ne s'entendent vraiment que dans une conception très forte de l'Europe des territoires.

Le Sillon mosellan, si cher à Robert Schuman, berceau de la construction européenne, avec ses influences françaises, allemandes, belges et luxembourgeoises, le Pays-Basque nord et sud, les Ardennes, les Flandres, la Catalogne, l'Alsace, la Savoie et tant d'autres "pays", constituent des continuités physiques, environnementales, climatiques, économiques, linguistiques et culturelles, qui caractérisent les communautés humaines qui les peuplent.

Nous penserons ces réalités territoriales en sollicitant les écologistes des États membres concernés.

Penser à l'échelle européenne, ce sera enfin prendre soin du dialogue et des liens, si chers, qui nous lient aux mouvements régionalistes, alliés historiques des écologistes dans les territoires. Liens que nous avons quelque peu abîmés lors de la séquence législative de 2022.

MOTION

Le Conseil Fédéral, réuni les 4 et 5 février 2023 en séance plénière, à Paris, décide :

- Qu'un groupe de travail intitulé « **Écologie et Territoires** » est créé. Il est ouvert à tou-te-s les adhérent-e-s et membres de la coopérative d'Europe Ecologie les Verts qui souhaiteraient s'y investir ;
- Que ce groupe sera coanimé par un binôme paritaire ou paritaire +, désigné par un vote du Conseil Fédéral, dont la durée du mandat sera égale à la durée du mandat du CF. Le binôme d'animation, installera une équipe d'animation paritaire ou paritaire +, sur un mode de fonctionnement collégial ;
- Qu'il se fixe comme objectifs :
 - d'aider à constituer, soutenir et former 100 collectifs écolo-citoyens, répartis dans toutes les régions EÉLV, en mesure de déposer des listes écologistes et des projets de territoire aux élections municipales de 2026. Les groupes locaux seront invités à participer à l'animation des futurs 100 collectifs écolo-citoyens situés dans leur territoire.
 - de susciter des vocations pour permettre à un maximum d'adhérent-e-s EÉLV, de s'engager sur des listes aux élections municipales de 2026 dans tous les territoires.
 - de contribuer au projet et à la campagne des élections européennes en proposant des éléments de fond et de forme, sous forme de "KIT", qui permettent d'améliorer la perception et l'accueil de la proposition des écologistes dans tous les territoires, dès l'année 2024 (ruraux, périurbains, quartiers, Outre-Mers, montagne...).
 - de produire un rapport annuel, sous forme de contribution complémentaire aux autres travaux menés dans le parti, présentant des propositions de fond et de méthode pour le projet des écologistes afin que les habitant-e-s de tous les territoires de France s'approprient et se reconnaissent dans le projet et les porteuses.eurs de ce projet lors des prochaines échéances.
 - De promouvoir tous les outils, notamment numériques, favorisant la participation et l'inclusion de l'ensemble des territoires, collectifs et adhérents dans une intention d'équité sociale et territoriale, de sobriété environnementale et de défense de nos principes démocratiques.
- Qu'il proposera des réunions régulières d'échanges entre militant-e-s ou avec des expert-e-s internes et/ou externes, concevra et diffusera des outils d'aide à la mobilisation, réfléchira à des modes d'action efficaces et adaptés aux différentes situations des territoires, proposera des formations pour aider toutes celles et ceux qui en ressentent le besoin ;
- Qu'il travaillera en lien avec les membres du BE en charge de la mobilisation et de la formation, avec le BE dans le cadre de la mise en œuvre des motions thématiques 12 (Nous ouvrir, pour nous reconstruire) et 19 (Écrire l'avenir de l'écologie depuis les territoires) du Congrès fédéral 2022, ainsi qu'avec les personnes chargées des motions thématiques liées

aux territoires, aux quartiers populaires et à la ruralité. Ces travaux seront réalisés en étroite relation avec les différentes commissions d'EÉLV ;

- Qu'il associera systématiquement les Co-secrétaires régionaux·les et les Co-secrétaires de Groupes Locaux à ses travaux ;
- Qu'il prendra l'attache de la FEVE (Fédération des élus verts et écologistes), de la Fondation de l'écologie, des jeunes écologistes et du Parti Vert Européen et de la FYEG (Fédération des jeunes écologistes européens) pour mettre en place toute collaboration utile ;
- Qu'il se mettra également à la disposition des différentes directions de campagne pour travailler de concert à faire progresser l'écologie partout en France ;
- Que ce groupe est doté d'un budget de fonctionnement global augmenté et que des projets spécifiques et exceptionnels du groupe, tournés vers l'externe (conférences, séminaires, événements majeurs) ayant vocation à assurer la promotion de l'écologie politique dans les territoires, pourront être, en tout ou partie, financés par EÉLV, sur présentation d'un dossier de financement ;
- Que sa durée est de trois ans, renouvelable par un vote du Conseil Fédéral ;
- Qu'il rendra compte de ses premiers mois d'activité lors du Conseil Fédéral qui se tiendra au début de l'été (1 & 2 juillet) 2023 et auprès du conseil programmatique tous les 6 mois pour assurer une cohérence de ces travaux.
- Qu'il échangera avec les commissions thématiques sur les thématiques abordées,

Unanimité moins 2 contre et 3 blancs

|| • *VALIDATION DU BINOME DE CO-REFERENT·E·S*

Le Conseil fédéral des 4 et 5 février 2023 investit Magali Sautreuil et Julien Brunel comme co-référents du Groupe de travail : « Écologie et Territoires »
Unanimité moins 1 blanc